



Établissement public du Musée national Picasso - Paris
20 rue de la Perle
75003 PARIS

FOURNITURE ET LIVRAISON DE CARTES CULTURE ET CARTES CADEAUX MULTI- ENSEIGNES POUR LE COMPTE DU MUSEE NATIONAL PICASSO-PARIS

Accord-cadre

Lot n°1 - 2025-MNPP-1120-AC : cartes culture
Lot n°2- 2025-MNPP-1121-AC : cartes cadeaux multi-enseignes

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN (CCAPC)

Pouvoir adjudicateur : Établissement public du musée national Picasso-Paris – 20 rue de la Perle – 75003 Paris

Mode de passation : Procédure formalisée, en application des dispositions de l'article L2124-2 du code de la commande publique

Représentant du Pouvoir adjudicateur : La Présidente de l'établissement public du musée national Picasso-Paris

Ordonnateur : La Présidente de l'établissement public du musée national Picasso-Paris

Comptable assignataire des paiements : L'agent comptable de l'établissement public du musée national Picasso-Paris

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.1 Objet de l'accord-cadre	4
1.2 Allotissement	4
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES	5
3.1 Obligations des titulaires, de leurs personnels et discrétion	5
3.2 Conditions techniques générales d'exécution des prestations	5
3.3 Délai de validité des offres	6
3.4 Variantes	6
3.5 Négociation	6
3.6 Modification du marché et clause de réexamen	6
ARTICLE 4 – SUIVI DE L'ACCORD-CADRE	7
4.1 Représentant(s) des titulaires	7
4.2 Représentants du pouvoir adjudicateur	7
ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION	7
5.1 Durée de l'accord-cadre	7
5.2 Délai d'exécution et livraison des prestations	7
ARTICLE 6 – DESCRIPTION GENERALE DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 7 – CONDITIONS TECHNIQUES GENERALES	8
7.1 Obligations du titulaire relatives à l'exécution des prestations	8
7.2 Développement durable et intégration sociale	8
7.3 Protection des données à caractère personnel	9
7.4 Emballage, livraison et transport	12
ARTICLE 8 – PRIX DES PRESTATIONS ET ETABLISSEMENT DES PRIX	13
8.1 Nature et contenu des prix	13
8.2 Montants et prix de l'accord-cadre	14
8.3 Emissions des bons de commande	14
ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT	15
9.1 Règlement	15
9.2 Modalités de paiement en cas de désaccord	15
9.3 Délai de paiement	15
9.4 Avance	16
ARTICLE 10 – PENALITES	16
10.1 Pénalités pour retard dans la livraison et dans l'exécution	16
10.2 Pénalités pour non-production de l'attestation d'assurance	16
10.3 Pénalités pour non-production des attestations fiscales et sociales	16
10.4 Pénalités pour défaut de qualité en correspondance avec les normes et labels attendus	16

ARTICLE 11 – ASSURANCES	17
ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE	17
ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE ET A LA TRANSMISSION SEMESTRIELLE DES DOCUMENTS	18
ARTICLE 14 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	19
14.1 Résiliation pour un motif d’intérêt général.....	19
14.2 Résiliation pour faute.....	19
14.3 Résiliation pour non-respect des dispositions de l’article 3 du présent CCAPC.....	20
14.4 Résiliation pour non remise des documents demandés	20
14.5 Résiliation encoure en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	20
ARTICLE 15 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	20
ARTICLE 16 – MODIFICATIONS CONTRACTUELLES	21
16.1 Modifications des clauses contractuelles	21
16.2 Modification du statut du titulaire.....	21
16.3 Transfert de chacun des lots pour l’accord-cadre	21
16.4 Règles d’ajustement de l’accord-cadre	21
16.5 Dégradation des prestations ou défaillance du titulaire	21
ARTICLE 17 – REGLEMENTS DES LITIGES.....	22
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	22

ARTICLE 1 : OBJET ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre vise à fixer les termes contractuels généraux entre l'Etablissement public du musée national Picasso-Paris (ci-après dénommé « le Musée Picasso », « le musée », « la personne publique » ou le « pouvoir adjudicateur ») et le prestataire retenu.

La présente consultation a pour objet un accord-cadre relatif à la fourniture de cartes culture et de cartes cadeaux multi-enseignes pour les agents du musée national Picasso–Paris.

Le présent accord-cadre est passé par voie de procédure formalisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande soumis aux dispositions des articles R. 2162-5, R. 2162-6, R. 2152-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il est mono attributaire pour chacun des lots. Il est conclu à prix unitaires sans montant minimum et avec un montant maximum de 200 000 € HT, toutes reconductions comprises et pour l'ensemble de tous lots.

1.2 Allotissement

Le présent accord-cadre est alloté conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, comme suit :

- Lot n°1 – 2025-MNPP-1120-AC : cartes culture
- Lot n°2 – 2025-MNPP-1121-AC : cartes cadeaux multi-enseignes

Les candidats peuvent déposer une offre pour chaque lot, un seul prestataire peut remporter l'intégralité des lots.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent accord-cadre sont les suivantes :

- Pour chaque lot l'acte d'engagement (AE), ses éventuels avenants et ses annexes :
 - o Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - o Annexe n°2 : détail quantitatif estimatif (DQE) – document utilisé comme une commande-type, n'engageant pas le Musée Picasso sur des quantités de prestations ;
 - o Annexe n°3 : déclaration de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières commun (CCAPC) ;
- Les cahiers de clauses techniques particulières commun (CCTPC) aux deux lots et les éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fourniture courantes et de services (CCAG-FCS), dans sa rédaction issue de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-FCS publié au journal officiel du 1^{er} avril 2021 ;
- Les bons de commande notifiés au titulaire ;
- Les actes complémentaires, notamment leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

- Le mémoire technique du titulaire et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Les documents écrits constituant le dossier de consultation des entreprises (DCE) ont pour objet de renseigner les entreprises sur la nature des prestations à effectuer, leur quantité, leur qualité. Toutes erreurs ou incohérences éventuelles contenues et détectées dans le dossier de consultation devront être signalées par le candidat lors de la remise des offres. Les titulaires devront exécuter comme étant prévues dans le marché, sans exception ni réserve, toutes les prestations indispensables pour l'achèvement complet des prestations.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES

3.1 Obligations des titulaires, de leurs personnels et discrétion

Les titulaires sont tenus à une obligation de résultat et détailleront dans leur réponse les moyens matériels et humains qu'ils entendent mettre en place afin de répondre aux objectifs fixés.

Ils sont également tenus à une obligation de conseil. Il appartient aux titulaires de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, de conseiller le pouvoir adjudicateur, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

La responsabilité des titulaires vis-à-vis du pouvoir adjudicateur reste entière, conformément aux engagements qu'ils ont souscrits, sans prétendre à un supplément de prix.

Par ailleurs, les titulaires sont responsables de leur personnel et de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et pour quelque cause que ce soit.

Les titulaires doivent informer leurs sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution de l'accord-cadre et s'assurer de leur respect. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis, ni indemnité, et si nécessaire des poursuites judiciaires pourront être déclenchées.

3.2 Conditions techniques générales d'exécution des prestations

Les titulaires s'engagent :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes ;
- à se conformer aux moyens qu'ils auront prévu conformément à leur mémoire technique, qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite de l'accord-cadre et par les responsables du musée concernés ;
- à respecter une obligation de conseil ;
- à respecter les conditions d'exécution fixées ;
- à se conformer aux contraintes techniques et de sécurité concernant l'utilisation des moyens de l'établissement public.

Avant tout début d'exécution des prestations, les titulaires seront réputés avoir pris pleine connaissance des éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécutions et sujétions. Ils devront demander au musée toute information complémentaire nécessaire à la tenue de sa mission avant d'engager les opérations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger, sous peine d'annulation de l'accord-cadre, le respect de l'ensemble des prescriptions décrites dans le présent document.

3.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent-quatre-vingts (180) jours à compte de la date limite de réception des offres.

3.4 Variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter de variantes dans le cadre de cette consultation.

3.5 Négociation

Aucune négociation n'est prévue dans le cadre du présent accord-cadre.

3.6 Modification du marché et clause de réexamen

Le musée national Picasso–Paris se réserve le droit de procéder à des modifications du marché dans les conditions fixées aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

Le réexamen du marché a pour but de revoir les prestations qui n'auraient pas été décrites dans le CCTPC et présentant un besoin devenu récurrent. Les prix de nouvelles prestations devront alors être fixés en cohérence avec les autres prix. Le titulaire adressera un devis. Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

Enfin, en application des dispositions prévues à l'article R. 2127-7 du code de la commande publique, le Musée se réserve la possibilité de recourir à la procédure de marché public négocié avec le titulaire sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 4 – SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

4.1 Représentant(s) des titulaires

Dès la notification de l'accord-cadre, le(s) titulaire(s) désigne(nt) une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le(s) représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution.

Ce ou ces membres sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le remplacement, en cours d'exécution des prestations, de l'interlocuteur désigné doit faire l'objet d'une information préalable du musée, le titulaire communique par écrit le nom, et le curriculum vitae du nouveau référent. Ce nouvel interlocuteur est considéré comme définitivement accepté si le musée ne le récuse pas dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception du curriculum vitae. Dans le cas contraire, le titulaire dispose de 2 (deux) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le musée.

4.2 Représentants du pouvoir adjudicateur

Les coordonnées de l'interlocuteur du titulaire au sien du musée Picasso qui sera chargé de la conduite de l'accord-cadre seront communiquées aux titulaires après la notification de l'accord-cadre à l'adresse électronique renseignée dans l'acte d'engagement.

Tout acte et toute décision devant être pris pour permettre l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, relèvent du pouvoir adjudicateur ou de son représentant le cas échéant.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, ces différentes personnes physiques désignées par le pouvoir adjudicateur pour la conduite du présent accord-cadre ne sont pas réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre dès notification de leur nom aux titulaires les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un (1) an. Il pourra être reconduit trois (3) fois pour une période d'un (1) an par tacite reconduction sauf en cas de dénonciation de l'accord-cadre par le représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

5.2 Délai d'exécution et livraison des prestations

Le titulaire propose, dans son offre, au sein du mémoire technique, un planning de fabrication et livraison des cartes conformes aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières commun (CCTPC). Il s'engage à fournir les prestations dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception du bon de commande.

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire encourt les pénalités fixées au présent CCAPC.

ARTICLE 6 – DESCRIPTION GENERALE DES PRESTATIONS

Le Musée offre à ses agents des cartes culture et des cartes cadeaux multi-enseignes à l'occasion des fêtes de fin d'année.

La description de la fourniture des prestations est décrite dans le CCTPC des lots.

ARTICLE 7 – CONDITIONS TECHNIQUES GENERALES

7.1 Obligations du titulaire relatives à l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à procurer les prestations décrites dans son offre pendant toute la durée de l'accord-cadre. Il s'engage à assurer pendant toute la durée de validité des cartes une mise à jour régulière de son réseau d'enseignes partenaires pour les lots concernés et à en informer le pouvoir adjudicateur ainsi que les bénéficiaires via son site ou tout autre moyen. Le Musée pourra à tout moment solliciter la liste exhaustive -et à jour- des enseignes partenaires ainsi que des sites de e-commerces.

Si au cours de l'exécution de l'accord-cadre ces prestations n'étaient plus disponibles, le titulaire devra proposer au pouvoir adjudicateur et aux mêmes conditions tarifaires, des prestations de remplacement de qualité équivalente.

Le pouvoir adjudicateur reste libre d'accepter ou refuser ces nouvelles prestations et d'exiger la continuation du lot de l'accord-cadre aux conditions initiales s'il estime que ces nouvelles prestations ne permettent pas d'assurer une exécution satisfaisante de l'accord-cadre.

Si le titulaire est dans l'incapacité de proposer de nouvelles prestations au même prix et satisfaisant aux exigences initiales de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité soit d'accepter des nouveaux tarifs sous certaines conditions restreintes, soit de faire exécuter aux frais et aux risques du titulaire la prestation selon les conditions prévues à l'article 17 du présent cahier des clauses administratives particulières commun, soit de résilier le lot de l'accord-cadre sans indemnités pour le titulaire.

Les cartes non utilisées seront adressées, au plus tard 8 (huit) jours avant la date de fin d'année de l'accord-cadre, par courrier recommandé avec accusé de réception au titulaire de l'accord-cadre, pour remboursement sur le prix d'achat, sans frais supplémentaires. Des modalités plus avantageuses peuvent être proposées dans le cadre de mémoire technique.

7.2 Développement durable et intégration sociale

Le(s) candidat (s) devra/ont mettre en avant dans son/leur offre tous les éléments témoignant d'une prise en compte des problématiques liées au développement durable (responsabilité sociale, sociétale et environnementale) et respecter tous les moyens mis en avant dans son/leur offre en matière de développement durable et d'intégration sociale.

Les mesures prises au titre de la RSE listées ci-dessous sont particulièrement appréciées :

- limiter l'impact de ses activités sur l'environnement ;
- remettre, chaque année, un bilan carbone des prestations dans le cadre du marché ;
- favoriser la formation du personnel ;
- favoriser la diversité, veiller à l'égalité femmes/hommes, et lutter contre les discriminations ;
- favoriser l'insertion des personnes en difficulté (promouvoir l'insertion des travailleurs en situation de handicap, promouvoir l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi) ;

- favoriser l'emploi des seniors, des jeunes en difficulté et des publics éloignés de l'emploi.

De manière générale, le titulaire s'engage à effectuer une veille et à garantir un suivi contractuel de la législation et de la réglementation environnementale et sociale en vigueur – signalant l'impact éventuel sur l'exécution des prestations au Musée, sans surcoût.

Les échanges entre le Musée et le ou les titulaires se font, lorsque possible, par voie électronique, afin de réduire la consommation de papier. Le titulaire s'engage à imprimer en recto/verso les éventuels documents remis sur support papier. Le titulaire utilisera autant que possible du papier bénéficiant soit de l'écolabel européen (<http://ec.europa.eu/environment/ecolabel/>) ou équivalent, soit de la marque NF environnement (<http://www.marque-nf.com/>) ou équivalent.

Les offres des candidats seront examinées sur ce point à l'aide de critères d'analyse détaillés dans le règlement de consultation.

7.3 Protection des données à caractère personnel

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG-FCS, la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés sont applicables au titulaire et à ses sous-traitants le cas échéant. Le Musée national Picasso-Paris est responsable de traitement et le titulaire de l'accord-cadre est le sous-traitant. En référence à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du présent marché.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Musée national Picasso-Paris les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des prestations objets du présent accord-cadre.

7.3.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur ;
 - garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
 - veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
 - ne pas utiliser les données et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
 - ne pas divulguer ces données ou informations à des tiers, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
 - prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
 - prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- et en fin d'accord-cadre à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- ou à :
- restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent accord-cadre.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

7.3.1.1 Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le Musée national Picasso-Paris dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le musée n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du pouvoir adjudicateur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

De la même façon, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

7.3.1.2 Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide le musée à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au pouvoir adjudicateur.

7.3.1.3 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par les moyens suivants :

- Lettre recommandée ;
- Document transmis par courriel.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation, le vol ou l'enregistrement de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation, le vol ou l'enregistrement de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à l'atteinte faite aux données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le titulaire communique, au nom et pour le compte du musée, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins et contient les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

7.3.1.4 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

7.3.1.5 Sort des données

Au terme de la durée de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel qu'il aurait traitées et enregistrées.

7.3.1.6 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au Musée le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

7.3.1.7 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du musée comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du musée ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

7.3.1.8 Documentation

Le titulaire met à la disposition du musée la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le musée ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

7.3.2 Obligations du pouvoir adjudicateur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article « *Description du traitement de données à caractère personnel* » ;
- de tenir informées les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

7.4 Emballage, livraison et transport

7.4.1 Emballage, protection et stockage

En complément des dispositions de l'article 20.1 du CCAG-FCS, si les documents restent dans les locaux du titulaire ou de son sous-traitant, il incombe à ces derniers d'identifier ces stocks comme étant la propriété du musée Picasso.

Le titulaire ou son sous-traitant éventuel doit assurer la garde de ces stocks dans des locaux appropriés, bénéficiant de mesures de protection incendie et sureté adaptée.

7.4.2 Modalités de livraison

- Lieux de livraison des prestations

Les livraisons s'effectueront au 20, rue de la Perle, 75003 Paris.

Les horaires de livraison sont du lundi au vendredi, entre 09H00 et 18H00. Ces horaires pourront, le cas échéant, être modifiés par le représentant désigné à l'article 4.2 du présent CCAPC.

Le titulaire devra convenir 48h maximum avant la livraison prévue, de la date, de l'heure et de ses modalités, par mail avec la personne désignée par le Musée.

- Contenu du récépissé ou bulletin de livraison

En complément des dispositions de l'article 21.1 du CCAG-FCS, les prestations livrées devront être accompagnées d'un récépissé ou d'un double du bulletin de livraison devant comporter les éléments suivants :

- La date d'expédition ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- Le rappel de l'adresse du ou des lieu(x) de livraison ;
- Le nom du destinataire des documents ;
- L'identification du titulaire ;
- La nature des objets livrés, la quantité, le conditionnement, le packaging (nombre d'exemplaires par paquet).

7.4.3 Transport

En application des dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison.

Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Il est attendu de la part du titulaire un contrôle rigoureux de l'avancée de la livraison et qu'il réponde précisément aux demandes du musée Picasso concernant les dates et horaires de livraison.

Les livraisons indiquées dans le présent article sont incluses dans le prix forfaitaire.

ARTICLE 8 – PRIX DES PRESTATIONS ET ETABLISSEMENT DES PRIX

8.1 Nature et contenu des prix

Les prestations sont rémunérées par l'application de prix unitaires, figurant dans le bordereau de prix unitaires (BPU) joint en annexe des actes d'engagement de chacun des lots, aux quantités réellement exécutées.

Pour chaque commande, les prestations sont rémunérées par l'application de la formule suivante :

$$P = VF \times (100 - TR) / 100 + FG$$

Où :

P = prix

VF = valeur faciale

TR = taux de remise

FG = frais forfaitaires de gestion par commande

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Taux de remise : %- Frais forfaitaires de gestion : € TTC. |
|---|

Les prix, exprimés en euros, sont réputés comprendre notamment :

- toutes les dépenses résultant de l'exécution et de la maîtrise de la qualité des prestations, les frais généraux, assurances, impôts et taxes ;
- une marge pour risques et bénéfices ;
- les moyens en personnel ;
- les déplacements, y compris tous moyens de transport ;
- l'organisation, à l'instigation du titulaire, de toute réunion que le titulaire jugerait nécessaire pour l'accomplissement de sa mission ;
- les moyens en matériel ;
- les coûts de fabrication : papier, photogravure, flashage, impression, brochage, façonnage, impression des cartes etc... ;
- le secrétariat et les frais de constitution de dossiers ;
- les supports et moyens de mise en disposition des fichiers ;
- les ajustements et correctifs ;
- la fourniture du papier ;
- les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'aux lieux de livraisons, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

En cas de sous-traitance, le prix de l'accord-cadre est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Dans le cadre d'un groupement, la rémunération du mandataire comporte la coordination des prestations ; ces frais comprennent l'ordonnancement, le pilotage et la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants.

8.2 Montants et prix de l'accord-cadre

L'accord-cadre est établi sur la base des prix mentionnés dans les documents du marché (BPU et DQE de chaque lot et dans les actes d'engagement).

Ces prix sont fermes, non révisables et définitifs.

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution des prestations sont réputées incluses dans l'accord-cadre, y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique et sauf exclusion expresse. Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, conformément à l'article 3 du présent CCPC.

8.3 Emissions des bons de commande

L'émission d'un bon de commande devra être précédée par une demande de devis, devis qui devra, le cas échéant, faire l'objet d'une validation expresse par le pouvoir adjudicateur. Cette demande de devis pourra se faire par voie de courriel. Le devis devra faire apparaître les lignes du BPU correspondantes.

Le cas échéant, le titulaire établira ses devis sur la base du BPU dans un délai de cinq (5) jours ouvrés en fonction des prescriptions fixées par le musée Picasso. Il devra comporter les renseignements suivants :

- la référence du présent accord-cadre ;
- la désignation des prestations ;
- les lignes du BPU concernées ;
- le lieu et la date de livraison des prestations ;
- la désignation et l'adresse du service destinataire du bon de commande ;
- le prix unitaire et les quantités ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC.

Tous les délais exprimés en « jours » sont des jours calendaires.

Le bon de commande est le document écrit adressé par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre ; il précise les prestations décrites dans les documents contractuels dont l'exécution est demandée.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les faire connaître au pouvoir adjudicateur dans un délai de 72 (soixante-douze) heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT

9.1 Règlement

Les prestations sont rémunérées après service fait sur présentation de la facture correspondant au bon de commande dans les conditions listées ci-après.

Le titulaire, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures libellées à :

**Etablissement public du musée national Picasso-Paris,
Département des affaires financières,
20, rue de la Perle,
75003 PARIS**

Les factures sont à transmettre par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique et D.2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

Pour pouvoir utiliser ce mode de transmission dématérialisé, les informations suivantes sont requises :

- n° de SIRET du Musée national Picasso-Paris : 13001217200016
- n° EJ pour le Musée national Picasso-Paris : 2025-MNPP-1120-AC pour le lot n°1 et 2025-MNPP-1121-AC pour le lot n°2 ;

Outre les mentions légales, la facture devra comporter les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro de l'accord-cadre indiqué sur la page de garde du présent document ;
- le numéro de l'engagement juridique correspondant (numéro du bon de commande) ;
- la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés et des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant HT et TTC des services exécutés, éventuellement actualisé ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

9.2 Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et le musée, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par le musée Picasso, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre de l'article 13 du présent CCAPC.

9.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'établissement public.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

9.4 Avance

Chaque titulaire mentionnera expressément dans son acte d'engagement s'il entend bénéficier de l'avance prévue à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique, avec un taux fixé à 5% - ou à 30% si le titulaire répond à la définition des petites et moyennes entreprises.

Il est précisé que, sauf renonciation expresse, le titulaire bénéficie de cette avance dans les conditions fixées aux articles R. 2191-3 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 – PENALITES

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire s'expose aux pénalités détaillées dans le CCAG-FCS et dans le présent CCAP. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes s'appliquent dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Les autres dispositions du CCAG-FCS non modifiées par les présentes clauses s'appliquent.

Les pénalités définies ci-après sont cumulables, elles s'appliquent sans mise en demeure préalable. Elles peuvent être déduites, par le Musée, du montant TTC des factures présentées par le titulaire. Les événements ou incidents générant les pénalités énumérées au présent article sont imputables au titulaire, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

Le montant total de ces pénalités ne pourra en tout état de cause dépasser 10% du montant total de l'accord-cadre et ce, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

10.1 Pénalités pour retard dans la livraison et dans l'exécution

En cas de dépassement des délais de livraison indiqués dans le bon de commande et sur lesquels s'est engagé le titulaire encourt des pénalités sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités est fixé à cent (100) euros par jour calendaire de retard.

10.2 Pénalités pour non-production de l'attestation d'assurance

En cas de non-production de l'attestation d'assurance prévue à l'article 14 du présent CCAPC, une retenue provisoire de cinquante (50) euros par jour calendaire de retard sera appliquée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra la réception du document par le musée Picasso.

10.3 Pénalités pour non-production des attestations fiscales et sociales

En cas de non-production des attestations sociales et fiscales tous les six mois, prévues à l'article 16 du présent CCAPC, une pénalité de cinquante (50) euros par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

10.4 Pénalités pour défaut de qualité en correspondance avec les normes et labels attendus

En cas de non-respect de la qualité attendue en correspondance avec les normes et labels notamment concernant les enseignes proposées, une pénalité de 100 euros par constat sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, avant tout commencement d'exécution et dès le dépôt de son offre, le titulaire devra justifier qu'il dispose d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes de l'accord-cadre, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

Il est par ailleurs expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements). Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée de l'accord-cadre est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionnés aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre et renonce à tout recours contre l'établissement public.

Il certifie que ses assureurs Responsabilité Civile renoncent à tout recours contre l'État, le Musée Picasso et ses assureurs.

ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, sous condition de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne publique et de l'agrément par elle des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique.

Cette sous-traitance ne peut en aucune façon décharger le titulaire de sa responsabilité vis à vis de l'exécution des prestations.

L'annexe de l'acte d'engagement définit les prestations dont la sous-traitance est envisagée avant la passation de l'accord-cadre.

S'il s'avère, au cours de l'exécution du présent accord-cadre, que le titulaire ne dispose pas de capacités particulières dans une discipline requérant une compétence très spécialisée ayant entraîné une défaillance dans l'exécution de la mission, le titulaire est tenu soit de sa propre initiative soit sur simple demande motivée de la personne publique, de s'adjoindre les spécialistes nécessaires. Ceux-ci seront soumis à l'agrément de la personne publique en vue de l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance. Leur intervention ne pourra avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

Si le titulaire n'a pas satisfait aux demandes d'adjonction de compétences, la personne publique peut décider, 15 (quinze) jours après mise en demeure restée sans effet, aux frais et risques du titulaire, de désigner lui-même un prestataire chargé de réaliser la tâche correspondant à la spécialité en cause.

Le titulaire est autorisé à suivre l'exécution de cette prestation sans pouvoir l'entraver. Les excédents de dépense qui en résultent sont à la charge du titulaire ; ils sont prélevés sur les sommes qui lui sont dues sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Le titulaire est tenu de soumettre à l'approbation de la personne publique et de justifier toutes modifications qu'il souhaite apporter aux prestations sous-traitées : modification des limites d'intervention des sous-traitants, remplacement ou désignation d'un nouveau sous-traitant, etc. La personne publique pourra s'y opposer si les dispositions envisagées lui paraissent de nature à compromettre le bon déroulement du projet.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles L. 2193-1 à L. 2193-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE ET A LA TRANSMISSION SEMESTRIELLE DES DOCUMENTS

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre seront effectuées par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-1 et R. 3243-1 du Code du travail.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D. 8222-5 du Code du travail à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoire et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

Si le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il remettra avant la notification de l'accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts ; si le titulaire n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois.

Lorsque l'immatriculation du titulaire à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Le titulaire s'engage également à communiquer au pouvoir adjudicateur, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D. 8254-2 du Code du travail à savoir la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D. 8222-5 et D. 8254-2 du Code du travail, a recours au travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur pourra décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

En outre, par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8254-2 du Code du travail, le présent accord-cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable mais après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires.

ARTICLE 14 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

14.1 Résiliation pour un motif d'intérêt général

Les lots de l'accord-cadre peuvent être résiliés pour un motif d'intérêt général, à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, aucune indemnité n'est due aux titulaires.

14.2 Résiliation pour faute

En complément des dispositions du CCAG-FCS, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire si le pouvoir adjudicateur observe un retard de plus de 10 jours dans l'exécution et la livraison des

prestations. Dans le cas de résiliation pour faute de l'accord-cadre, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

14.3 Résiliation pour non-respect des dispositions de l'article 3 du présent CCAPC

Le non-respect des dispositions de l'article 3 du présent CCAPC entraîne la résiliation immédiate de l'accord-cadre sans préavis, ni indemnité, et si nécessaire des poursuites judiciaires pourront être déclenchées.

14.4 Résiliation pour non remise des documents demandés

Le titulaire devra, selon sa situation, les pièces exigées aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 (titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi à l'étranger) du code du travail dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

En cas de non remise des pièces susmentionnées par le titulaire, le musée Picasso pourra résilier l'accord-cadre aux torts de ce dernier, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un mois, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

14.5 Résiliation encoure en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D. 8222-5 et D. 8254-2 du Code du travail, a recours au travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré. A défaut pour le titulaire d'avoir mis fin aux pratiques litigieuses dans un délai de huit jours calendaires après réception d'une mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur et d'en avoir justifié, ou d'avoir fourni toutes les explications permettant de démontrer qu'il n'existe pas de travail dissimulé, le pouvoir adjudicateur pourra décider de prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

En outre, en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8254-2 du Code du travail, le présent accord-cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire sans mise en demeure préalable mais après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours calendaires.

ARTICLE 15 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, après mise en demeure infructueuse en cours d'exécution de l'accord-cadre, de faire exécuter aux frais et risques du titulaire défaillant, tout ou partie des prestations n'ayant pas donné satisfaction après constations contradictoires.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le présent cahier des clauses particulières, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyen mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des travaux aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 16 – MODIFICATIONS CONTRACTUELLES

16.1 Modifications des clauses contractuelles

L'accord-cadre peut être amené à être modifié, conformément aux dispositions des articles R2191-1 à R2191-9 du code de la commande publique.

Sauf exception dûment explicités dans les documents de l'accord-cadre, les éventuelles modifications des clauses du présent accord-cadre sont matérialisées par l'élaboration d'un avenant signé par les deux parties contractantes.

16.2 Modification du statut du titulaire

Dans l'hypothèse d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du titulaire, de dernier ainsi formé doit proposer au musée Picasso un avenant entérinant ce changement de statut. Le musée Picasso peut refuser cet avenant et résilier l'accord-cadre de plein droit, sans indemnités et sans préavis.

Si le musée Picasso décide de ne pas résilier l'accord-cadre, le titulaire ainsi formé doit poursuivre l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à son terme.

16.3 Transfert de chacun des lots pour l'accord-cadre

Le titulaire d'un lot ne peut céder le présent accord-cadre sans l'autorisation expresse du musée Picasso. Le présent accord-cadre est intuitu personae.

Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnités.

16.4 Règles d'ajustement de l'accord-cadre

Un avenant à l'accord-cadre peut être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent notablement modifiées (en plus ou en moins) à l'initiative du musée Picasso.

Le titulaire transmettra alors au musée Picasso une proposition financière correspondant à l'ajout ou la modification du périmètre technique des prestations, qui servira de base à la négociation financière de l'avenant.

En cas de désaccord irréductible entre les deux parties, le musée Picasso se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité.

16.5 Dégradation des prestations ou défaillance du titulaire

Si lors de la réalisation d'une commande, le musée Picasso constate que 40% des prestations sont défectueuses, défectueuses ou qu'elles ont souffert d'incidents dont le titulaire est responsable, le titulaire

sera mis en demeure, par le musée Picasso, de proposer sous huit (8) jours un plan d'actions pour remédier aux défaillances relevées.

Un suivi spécifique sera ajouté à l'ordre du jour des réunions de pilotage entre le titulaire et le musée Picasso, et au cours desquelles le titulaire devra présenter l'évolution de la situation et/ou les résultats des dispositions prises et ce jusqu'au rétablissement du niveau de prestation dû.

En cas d'interruption des prestations incombant au titulaire, après mise en demeure, le musée Picasso est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour palier à la défaillance du titulaire le temps de trouver une solution. Les frais résultants de cette substitution sont imputés sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 17 – REGLEMENTS DES LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 2 du présent CCAPC déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 3.1 du CCAPC déroge à l'article 38 du CCAG-FCS.

L'article 4.2 du CCAPC déroge à l'article 3.3 du CCAG-FCS.

L'article 8.3 du CCAPC déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

L'article 10 du CCAPC déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 11 du CCAPC déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS.

L'article 13 du CCAPC déroge à l'article 41 du CCAG-FCS.